

**LES ENFANTS DE PARENTS
CONDAMNÉS À MORT OU
EXÉCUTÉS**

**17^{ème} Journée mondiale
contre la peine de mort**



**PAROLES
D'ENFANTS**

**10 OCTOBRE 2019
JOURNÉE MONDIALE
CONTRE LA PEINE DE MORT**

Les enfants, victimes invisibles de la peine de mort

1. Afrique subsaharienne	4
« Je me suis senti <i>trahi par le système</i> » – Tom Kalanzi, Ouganda	4
<i>Le désespoir d'une mère dans le couloir de la mort</i> – Susan Kigula, Ouganda	4
« J'ai diffusé des messages <i>depuis plusieurs radios</i> » – Alex Mpagi, Ouganda	6
« Dès que je parlais de mon père, <i>mon grand-père me battait</i> » – Grace Cissy Nambasa, Ouganda. 6	
« Je suis triste de ne plus pouvoir <i>partager ne serait-ce qu'un repas avec lui</i> » – Rehema Namulemo, Ouganda	6
« Je n'avais personne pour <i>égayer mon avenir</i> » – James Twesigye, Ouganda	7
« Je veux aussi <i>que cesse la justice populaire</i> » – Ndgago Winnie, Ouganda.....	7
2. Amérique du Nord	9
« Nous avons attendu toute la journée <i>une nouvelle qui n'est jamais venue</i> » – Dr. Chris Brown (États-Unis d'Amérique).....	9
« <i>Je prétendais ne pas comprendre pour que les adultes ne s'inquiètent pas pour moi</i> » – Robert Meeropol (États-Unis d'Amérique)	9
« <i>Le pardon et l'amour vous accompagneront jusqu'au bout</i> » – Christina Tafero (États-Unis d'Amérique)	10
3. Asie	12
« <i>Une erreur de l'État n'a pas simplement coûté le prix de deux vies innocentes</i> » – Muhammad Arif, Pakistan	12
« C'est là que <i>nous avons réalisé qu'il pouvait mourir</i> » – Muhammad Haris, Pakistan	12
<i>Né sur la corde</i> – Homan Mousavi, Iran.....	13
« J'ai toujours été <i>très prudente</i> » – Homa Shahsavaripur, Iran.....	14
4. Europe	16
« La loi <i>nous interdit de l'enterrer</i> » – Aliaksandra Yakavitskaya, Biélorussie	16

Ce document a été réalisé par le Secrétariat de la Coalition mondiale contre la peine de mort avec le soutien de ses organisations membres dont *the Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran*, *Amnesty International*, le Collectif français « Libérons Mumia ! », la Fédération Internationale des droits de l'Homme, *Foundation for Human Rights Initiative*, *Iran Human Rights*, *Journey of Hope... From Violence to Healing*, *Justice Project Pakistan*, *Penal Reform International – Africa Office*, *Sant'Egidio*, *the Sunny Center* et *Wells of Hope Ministries*.

Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont accepté de partager leur témoignage.

1. Afrique subsaharienne

Tom Kalanzi (Ouganda)

« Je me suis senti trahi par le système »

Tom est le fils aîné de Mpagi Edimary, incarcéré en 1981 et gracié en 2000.

Je suis né en 1975. J'avais 6 ans lorsque mon père a été arrêté, en 1981. J'ai grandi avec ma grand-mère paternelle qui était malade. J'ai étudié à l'école primaire de Kitenge à Masaka mais j'ai abandonné l'école en Cm2 à cause des difficultés financières. J'ai appris que mon père avait été emprisonné pour meurtre quand j'avais 15 ans. On m'a dit qu'il avait été condamné à mort. J'étais traumatisé parce que je savais que je ne pourrai plus jamais le revoir. Plus tard, j'ai fini par apprendre que la personne pour laquelle mon père était accusé de meurtre était encore en vie. Ça m'a torturé. Je me suis senti trahi par le système pour m'avoir privé d'un père pendant 19 ans.

(Témoignage recueilli par Penal Reform International – Africa Office)

Susan Kigula (Ouganda)

Le désespoir d'une mère dans le couloir de la mort

Le 9 juillet 2000, la vie de Susan a tragiquement basculé quand elle et son mari furent attaqués. Ce dernier a été tué sur le coup mais Susan a survécu de justesse, grièvement blessée au cou. À vingt ans, Susan se retrouve accusée du meurtre de son époux. Un témoignage essentiel émane de son beau-fils, d'à peine trois ans à l'époque. Il n'y a aucune preuve sérieuse contre Susan. Elle laisse derrière elle Letecia, sa fille, âgée d'un an [au début de son calvaire].

« Personne ne peut imaginer la peine, la souffrance et le désespoir que j'ai ressenti quand l'officier de police qui m'arrêtait, m'écartait de ma fille d'un an, qui criait "Maman ! Maman !", en tentant de me retenir avec ses petites mains pendant que mon papa, aujourd'hui décédé, l'éloignait de moi. C'était une scène horrible, un souvenir épouvantable que je ne souhaite à aucune mère dans sa vie. Voilà comment j'ai été séparé de mon bébé pendant 16 ans pour un crime QUE JE N'AI PAS COMMIS ! », raconte Susan.

Pour les juges, Susan est coupable. Elle est alors condamnée à mort par pendaison, un sort qu'elle partage avec des milliers de détenus en Ouganda. La peine de mort est en effet obligatoire dans les affaires de meurtres, peu importe si le meurtre résulte de la légitime défense ou si un témoin ne dit pas la vérité.

Mais Susan a lutté, contre sa peur et l'injustice. Plutôt que de se résigner, elle décide de se battre pour ses droits, et pour les droits de toutes les femmes et de tous les hommes dans les couloirs de la mort.

Letecia a grandi auprès des parents de Susan avant qu'ils ne décèdent, alors que Susan était encore en détention. Ils ont essayé de la préserver des troubles que traversait sa mère jusqu'à ce qu'elle commence à s'inquiéter à propos d'elle quand elle eut six ans : « J'ai demandé à mamy où était ma mère et elle m'a dit qu'elle était à l'école. Pendant tout ce temps, ils m'ont dit qu'elle était à l'école et je les ai crus. Qu'on pourrait lui rendre de visite de temps en temps. Mais à un moment, j'ai entendu un voisin dire que ma mère était en prison. Je voulais savoir ce qu'était une prison. J'ai demandé qu'on m'emmène près de ma mère », se souvient Letecia.

Étais-je la seule dans cette situation ? Absolument pas. Il y avait plus de 50 femmes dans le couloir de la mort, toute attendant leur fin. Nous vivions dans la peur, sans savoir de quoi demain serait fait. C'était comme ça, tous les jours, toutes les nuits. Qu'arrivera-t-il à nos enfants si nous mourrons en prison ? Les enfants sont le désespoir de chaque mère qui meurt !

Nous étions sans espoir, désespérée, démunie, en colère contre ceux qui n'ont conduit en prison, en colère contre la loi. L'amertume paralysait nos cœurs et la maladie prenait l'avantage et nous tourmentait.

Étant la plus jeune de toutes, j'ai réuni mes dernières forces pour m'encourager d'abord. J'ai pris une décision, celle de ne plus vivre dans le désespoir. Je me suis dit à moi-même que je n'étais pas une criminelle, que je ne l'ai jamais été, que je ne le serai jamais !!! Je refusais que ce qui arrivait à ce moment dans ma vie ne détermine mon futur. J'ai fait comme David, dans la Bible, qui s'est motivé grâce au Seigneur.

« Un jour ma mère m'a rendu visite en prison, avec ma fille. [Ma fille] m'a posé une question qui m'a laissé stupéfaite : "Maman, es-tu à l'école ou en prison ? Si tu es à l'école, pourquoi tes enseignants sont tous habillés comme des policiers ?" avait demandé Leticia ».

Ce fut l'expérience la plus traumatisante que Susan ait vécu : « Je savais qu'il était temps que j'explique tout à ma fille qui avait un esprit si jeune et si curieux mais une intelligence qui m'a surprise. Après lui avoir expliqué comment je suis arrivée en prison, elle a dit : "Je déteste les gens qui t'ont mise en prison". Je lui ai dit qu'elle devait leur pardonner mais elle répondit "Je leur pardonne, mais je ne les aime pas". Je n'ai jamais voulu que mon bébé ait un tel attachement émotionnel pendant mon incarcération, mais je n'avais aucun contrôle quand j'étais en prison ».

Susan est convaincue que le caractère obligatoire de la peine de mort est une violation des droits humains. Elle et d'autres détenus engagèrent une pétition dénonçant la pratique obligatoire de la peine de mort en Ouganda. Ils visaient l'abolition de la peine capitale en la faisant reconnaître comme inconstitutionnelle. Susan, devenue étudiante en droit, se porta devant la Cour suprême de l'Ouganda.

Grace à l'engagement intense de Susan, il y eut un regain d'espoir pour les personnes condamnées dans les couloirs de la mort. La Cour suprême décida que les personnes condamnées à mort pouvaient demander un nouveau procès auprès de la Haute-Cour.

Susan aussi retourna devant les tribunaux, défendit son innocence, plaidant non-coupable pour le meurtre, pour la seconde fois. La Haute-Cour commua sa peine et son chemin vers la liberté venait de s'ouvrir.

Pendant qu'elle était dans le couloir de la mort, Susan suivit des cours en prison, et enseigna également à son tour. Elle obtint son diplôme du secondaire, dans la même école qu'à ses débuts, et l'Université de Londres lui accorda une bourse pour étudier le droit. Elle fut la première femme détenue à être diplômée en droit.

En 2014, Susan enfin acheva son parcours : elle est reçue avec d'excellentes notes. Grâce à son esprit combattif infatigable, l'ancienne détenue prisonnière des couloirs de la mort est devenue une avocate à part entière.

(Témoignage recueilli par San'Egidio)



Alex Mpagi (Ouganda)

« J'ai diffusé des messages depuis plusieurs radios »

Alex est le fils de Mpagi Edimary, incarcéré en 1981 et gracié en 2000.

Je suis né en 1979 après que mon père a été séparé de ma mère pendant la guerre civile. Ma mère est morte en 1984. J'ai été confié à la garde de ma grand-mère maternelle qui n'a jamais su où était mon père. Nous distillons de la bière locale pour vivre et pour payer mes frais de scolarité. Après la 6^{ème}, j'ai dû quitter l'école par manque d'argent. Ma quête pour trouver mon père a débuté en 2006. J'ai diffusé des messages depuis plusieurs radios et je suis même allé voir un docteur-sorcier à Masaka. En 2007, M. Kabagele Samuel m'a conseillé de passer une annonce à la radio CBS. Par chance, mon père a pu entendre les appels et nous avons enfin été réunis. J'ai toujours été traumatisé de ne pas connaître mon père et aujourd'hui je suis traumatisé par le fait que je ne sois pas allé plus loin dans mes études. Tout ça parce que mon père avait été condamné à mourir.

(Témoignage recueilli par *Penal Reform International – Africa Office*)

Grace Cissy Nambasa (Ouganda)

« Dès que je parlais de mon père, mon grand-père me battait »

Grace est la fille de Mpagi Edimary, incarcéré en 1981 et gracié en 2000.

Je suis né en mars 1979 quand ma mère et mon père ont été séparé en raison de la guerre civile. J'ai vécu avec ma mère qui ne savait pas où se trouvait mon père. Quand j'ai eu 8 ans, ma grand-mère maternelle est venue me chercher et à m'a ramené chez elle. Dès que je parlais de mon père, mon grand-père me battait. Quand j'étais au lycée, un des membres de la famille m'a dit en secret que mon père avait été emprisonné pour meurtre à la prison de Luzia, un centre à sécurité maximal, en 1981 et qu'il avait été condamné à mort. J'ai toujours été traumatisé dès que j'entendais que des détenus avaient été exécutés dans la prison de Luzira. J'imaginai que mon père pouvait être l'un d'eux. Je me suis enfui de chez mes grands-parents et je suis parti rejoindre ma mère car je savais qu'elle pouvait m'aider à rendre visite à mon père en prison. Finalement, nous nous sommes rendus à la prison Luzira en 2000. Des gens en uniforme de policiers ou de militaires ont commencé à me demander comment mon père avait été libéré et où il était.

(Témoignage recueilli par *Penal Reform International – Africa Office*)

Rehema Namulemo (Ouganda)

« Je suis triste de ne plus pouvoir partager ne serait-ce qu'un repas avec lui »



Je m'appelle Rehema Namulemo. J'ai 17 ans et je suis en terminale au lycée *Wells of Hope*. Mon père a été condamné à mort quand ma mère était enceinte de 8 mois, c'est ce qu'elle m'a dit et elle ne veut pas qu'on en parle. Je n'avais jamais vu mon père pendant toutes ces années avant de rejoindre *Wells of Hope*. J'ai vécu avec ma mère, mais après que la vie est devenue si difficile pour eux, ma mère a décidé de me laisser avec ma grand-mère pour qu'elle puisse aller à Kampala et travailler. J'ai peur et je suis parfois stressé quand je commence à penser qu'un jour mon père sera

pendu en prison et je suis triste de ne plus avoir l'occasion de partager un repas avec lui. Je demande au gouvernement d'écouter ce que la famille dit du détenu et de faire une enquête approfondie avant de mettre une personne dans le couloir de la mort. Je veux devenir comptable. J'adore les mathématiques, l'anglais et le développement d'entreprise. Pendant mon temps libre, j'aime discuter avec des amis et lire des romans. Mon plat préféré est le bœuf au matooke. Ma couleur favorite est le vert clair.

(Témoignage recueilli par *Wells of Hope Ministries* et *the Foundation for Human Rights Initiative*)

James Twesigye (Ouganda)

« Je n'avais personne pour égayer mon avenir »

Je m'appelle James Bob Twesigye. Je viens du district d'Isingiro, dans l'ouest de l'Ouganda. Je suis un enfant unique de ma mère et mon père, mais ils ont d'autres enfants avec d'autres conjoints. Mon père a été emprisonné quand j'étais encore très jeune, et je ne me souviens pas l'avoir vu dans mes premières années. Ma mère a décidé de m'emmener chez ma tante paternelle parce qu'elle s'était remariée ailleurs puisqu'elle ne pouvait pas attendre mon père qui était dans le couloir de la mort.



Je ne savais pas que mon père était vivant jusqu'à ce que *Wells of Hope* intervienne ; j'ai grandi avec ma tante en me disant que mon père avait été tué ; à un moment donné, j'ai demandé à ma tante où était mon père et elle m'a juste dit qu'il était en prison et y était mort plus tard. Donc, depuis le début, je savais que je n'avais pas de père ailleurs. La vie était devenue si misérable, et j'avais vraiment perdu espoir dans la vie et surtout mon rêve de devenir médecin avait été enterré depuis que je n'étais plus à l'école.

Donc, tout au long de ma vie, je savais que je n'avais pas de père et que ma mère s'était mariée ailleurs, je n'avais personne pour illuminer mon avenir. Je me sens très mal et j'ai peur qu'un jour mon père soit tué en prison parce que j'ai maintenant établi une relation avec lui. Nous avons tant de projets ensemble. Je demande au gouvernement de supprimer la peine de mort et d'aider les enfants parce qu'ils sont innocents...

(Témoignage recueilli par *Wells of Hope Ministries* et *the Foundation for Human Rights Initiative*)

Ndgago Winnie (Ouganda)

« Je veux aussi que cesse la justice populaire »

Je m'appelle Ndgago Winnie. J'ai 18 ans et je viens d'une famille de dix-huit enfants. Mon père a été condamné à mort en 2012. Avant son arrestation, nous vivions comme une famille élargie, tous au même endroit avec tous les enfants et leurs mères.

Je me souviens de ce jour funeste quand un patient mourant a été amené à la maison pour obtenir des soins car mon père était un docteur-sorcier. Le patient mourut avant même qu'il ne puisse aller vers lui. C'est là que les ennuis ont commencé. Les proches du défunt et les villageois ont accusé mon père de négligence pour ne pas avoir répondu suffisamment vite au patient, ce qui aurait conduit à sa mort. Il a été harcelé et conduit à la police. Notre maison a été encerclée par la police, armés de revolvers ou de couteaux. Ils ont attrapé mon père, l'ont battu, jeté dans le coffre de la voiture et démarré en trombe.

Tout le monde à la maison était en pleurs et pensait qu'il avait été tué. On attendait plus qu'on nous rende son corps pour l'enterrer.



La situation s'est aggravée à la maison lorsque des villageois en colère contre la famille ont détruit et volé nos biens. Ils ont même cherché ses enfants ou d'autres membres de sa famille pour qu'ils puissent les tuer. Ils ont dit que chaque membre de la famille était un meurtrier à cause de notre père. J'ai passé tout mon temps cachée dans un buisson pour ne pas être vu par les villageois en colère. On manquait de nourriture, de vêtements et d'un endroit où vivre. Quelques temps après, la police est venue pour demander au reste du village de ne pas menacer la famille d'un détenu, parce que ce dernier purgeait déjà une peine et qu'il fallait laisser la famille en paix.

À notre retour, depuis que tout a été détruit ou volé, nous avons survécu grâce à de la canne à sucre mais la plupart du temps nous nous endormions l'estomac vide. Il a fallu construire un abri temporaire. Aucun d'entre nous n'allait plus à l'école parce que notre père était emprisonné : « À chaque fois que je vois d'autres enfants tout joyeux d'aller à l'école le matin, des larmes coulent sur mes joues. J'aimerais tellement pouvoir retourner à l'école ».

Ma vie a changé 2013 quand *Wells of Hope* a fait la connaissance de notre famille. Je pense que le gouvernement devrait abolir la peine de mort parce que c'est nous, les enfants, qui souffrons et si vous tuez une personne, vous n'avez pas réglé le problème car vous n'avez pas mis en place des mesures pour soutenir les enfants dont un parent est condamné à mort. Je veux aussi que cesse la justice populaire.

(Témoignage recueilli par *Wells of Hope Ministries* et *the Foundation for Human Rights Initiative*)

2. Amérique du Nord

Dr. Chris Brown (États-Unis d'Amérique)

« Nous avons attendu toute la journée une nouvelle qui n'est jamais venue »



Mon père a été envoyé dans le couloir de la mort dans l'État d'Alabama quand j'avais six ans. En Alabama, les condamnations sont arbitraires et imprédictibles. Alors que mon papa était le moins coupable des trois hommes impliqués dans l'affaire, il fut le seul à être condamné mort. J'ai grandi, marqué par l'infâmie et la honte d'avoir un père dans le couloir de la mort. J'ai fini par appréhender le moment où on me poserait des questions à propos de ma famille ou de mes parents. J'ai eu honte. On m'a refusé plusieurs opportunités une fois qu'on apprenait la vérité sur ma famille.

En 2002, alors que j'étais à l'Université, il a reçu une date d'exécution ; la Cour Suprême a reporté l'exécution huit heures avant le moment de sa mort. On avait l'impression d'être des pions d'un jeu politique. En 2003, il a reçu une autre date d'exécution. La demande en grâce auprès du nouveau

Gouverneur a été tournée en dérision lors de l'audience, moquant à la fois ma famille et la justice. Finalement, le 24 avril 2003, mon père a été tué. Nous avons attendu toute la journée une nouvelle qui n'est jamais venue.

Par la suite, nous avons vu les articles de presse qui rapportaient ce qu'il avait dit, ce qu'il avait mangé, ce qu'il m'avait laissé en héritage. Le moindre détail privé devenait public, prêt à être consommé et commenté par la foule. Mon père et moi partagions une foi inébranlable, qui l'a aidé à faire face à la mort dans la dignité et m'a aidé à me reconstruire les années qui ont suivi. Sa mort n'a rien apporté et a beaucoup coûté.

(Témoignage recueilli par *Journey of Hope... From Violence to Healing*)

Robert Meeropol (États-Unis d'Amérique)

« Je prétendais ne pas comprendre pour que les adultes ne s'inquiètent pas pour moi »

Robert est le plus jeune fils d'Ethel et de Julius Rosenberg.

Enfant, j'ai vécu un cauchemar. Je crois que mon frère Michael et moi sommes les seuls enfants dans l'histoire des États-Unis dont les deux parents ont été exécutés par le gouvernement. Mes parents, Ethel et Julius Rosenberg, ont été arrêtés à l'été 1950, peu de temps après mon troisième anniversaire. Ils ont été exécutés le 19 juin 1953, quand j'avais six ans.

De quoi est-ce que je me souviens quand j'avais six ans ? Je me souviens surtout de la dernière semaine de la vie de mes parents. Le lundi 15 juin, quand notre Cour suprême a levé sa séance pour l'été, il était prévu que mes parents meurent le jeudi. Mardi, une pétition spéciale a été adressée à l'un des juges de la Cour suprême sur le point de partir en vacances. Mercredi, ce juge a suspendu l'exécution et est parti en vacances. Jeudi, la Cour suprême a été appelée à une session spéciale. Vendredi matin, la suspension de l'exécution a été cassée par 6 votes contre 3. Mes parents ont été

exécutés le soir du vendredi 19 juin, une minute avant le coucher du soleil pour ne pas « profaner » le Shabbat juif.

Comment est-ce que j'ai compris des événements aussi complexes ? Si je ne pouvais pas lire les journaux, je les ai suivis à la télévision et j'en ai entendu parlé à la radio. Comme un enfant de six ans, mon interprétation était qu'avant le lundi 15 juin, la Cour suprême a demandé à l'avocat de mes parents de donner dix raisons pour ne pas les tuer. C'est ce qu'il a fait. Alors la Cour suprême a suspendu l'exécution. Ensuite, le jeudi, ils ont de nouveau convoqué le tribunal pour demander une onzième raison à l'avocat. Comme il n'a pas été capable de la fournir, mes parents ont été tués.

Je prétendais ne pas comprendre pour que les adultes ne s'inquiètent pas pour moi. Bien que d'une certaine manière je n'avais pas tout compris, j'en avais saisi l'essentiel.

(Témoignage recueilli par Collectif français « Libérons Mumia ! »)

Christina Tafero (États-Unis d'Amérique)

« Le pardon et l'amour vous accompagneront jusqu'au bout »

Un enfant innocent,
un bébé si pur.

Ma vie était une souffrance
contre laquelle aucun remède n'existe.

En un clin d'œil, ils ont été enlevés,
à partir de ce jour,
ma vie n'a plus jamais été la même.

Des bras réconfortants de ma mère,
j'ai été arrachée et amputée.

Ce bébé que j'étais,
perdu et seul.

Ma mère et mon père ne reviendront peut-être
jamais à la maison...

Mes bras sont ouverts,
Maman s'il te plaît, RESTE,

Papa, JE T'AIME... seras-tu à la maison
aujourd'hui ?

Bientôt mon amour, bientôt... c'est tout ce que
je voulais entendre

mais ces jours-là ne sont arrivés, les jours sont
devenus incertains.

Plus tragiques avec toujours plus d'absence,
voilà ce à quoi j'ai dû faire face.

Meurtrie et pleine de douleurs... le visage
ruisselant de larmes.

Maman, RENTRE À LA MAISON,

Je ne peux pas mon amour, pas encore,
mais BIENTÔT MON BÉBÉ, BIENTÔT...

Ça n'était que du bluff.

Car vous n'êtes jamais venus...

J'ai dû errer dans ce jeu de la vie,

avec rien d'autre qu'un chagrin d'amour et cette
lutte.

Quand ils ont assassiné mon père, mon cœur
s'est brisé en deux.

Je voulais mourir... TE RETROUVER.

J'ai essayé,

et je n'ai pas pu,

mais mon courage a gagné.

J'ai été abîmée, moi aussi.

Alors ils m'ont rejetée...

EXACTEMENT... COMME... TOI.

Les années ont passé et je ne verrais plus ton
visage.

Je n'entendrai plus ta douce voix,

je ne ressentirai plus tes étreintes.

Et puis un beau jour, sans prévenir,

Ils m'ont dit que ma mère était LIBRE ET
QU'ELLE ALLAIT ME RETROUVER !!!

MON CŒUR s'est rempli de joie

et mes yeux se sont remplis de larmes.
ENFIN, après toutes ces années.

MA meilleure amie
la moitié de mon cœur.
Nous pouvons construire une nouvelle vie,
prendre un nouveau départ.
Que la LIBERTÉ sonne au rythme de mon
cœur.
On dit que le temps guérit
sachez mes amis que c'est vrai.
Le pardon et l'amour vous accompagneront
jusqu'au bout.
Malgré les obstacles que l'on rencontre sur le
chemin,
malgré la dureté des pires moments.
La douleur et la colère sont encore bien réelles.
Peut-être qu'un jour mon âme sera guérie.

Mais je ne suis pas seule,
nous sommes nombreux
à avoir survécu à ces injustices qui nous ont été
infligées.
NOUS NE SOMMES PAS DES VICTIMES
NOUS NE SOMMES PAS FAIBLES
NOUS sommes FORTS
avec une voix pour parler.
Partager nos histoires,
Partager notre douleur.
Comme avec ces mots aujourd'hui.

J'ESPÈRE QUE TOUT LE MONDE ICI
AUJOURD'HUI TROUVERA LA PAIX ET
L'AMOUR POUR VOUS RÉCONFORTER.

Je vous remercie,
Christina Tafero

**(Témoignage réalisé à l'occasion du 7^{ème} Congrès mondiale contre la peine de mort (Bruxelles, 2019) et recueilli par
The Sunny Center)**

3. Asie

Muhammad Arif (Pakistan)

« Une erreur de l'État n'a pas simplement coûté le prix de deux vies innocentes »

Ghulam Qadir a été arrêté en 2002 avec son frère et condamné à mort trois ans plus tard. La Cour suprême du Pakistan a acquitté les deux frères, en raison de faux témoignages, un an après leur exécution.

J'avais à peine plus d'un mois lorsque mon père a été emprisonné en 2002. Je l'ai toujours vu en prison – une ombre de son ancien lui, un homme dont je ne savais même pas qu'il était mon père jusqu'à tard dans ma vie. En grandissant, la vie a été compliquée. Pour pouvoir nous nourrir, mon frère et moi, ma mère travaille chez des gens. On n'a pas parfois pas assez d'argent pour acheter ne serait-ce qu'un peu de piment pour manger avec du pain. Mon uniforme est rapiécé parce que nous n'avons pas les moyens d'en acheter un nouveau. Parfois, je pense à abandonner les études pour commencer à travailler et ainsi soulager le fardeau que portent mon frère et ma mère. Mais je me rappelle aussitôt la dernière visite que j'ai rendue à mon père. On s'est rencontré brièvement en 2015. Il m'a demandé d'étudier dur, pour que je puisse avoir un emploi. Je veux finir les études supérieures et m'engager dans l'armée. Mon père a finalement été acquitté en octobre 2016 mais il était déjà trop tard. Il avait été exécuté, avec son frère, un an plus tôt, peu de temps après que nous nous soyons vus. Ma famille n'a reçu aucune compensation. Une erreur de l'État n'a pas simplement coûté le prix de deux vies innocentes. Elle a aussi détruit les nôtres.

(Témoignage par *Justice Project Pakistan*)

Muhammad Haris (Pakistan)

« C'est là que nous avons réalisé qu'il pouvait mourir »

Abdul Basit a passé plus de 10 ans dans les couloirs de la mort. Il souffre d'un handicap permanent et pourrait être alité à vie. Il est confiné dans sa cellule et est dépendant des surveillants pour son hygiène personnelle.

Je n'avais que trois ans et demi lorsque mon père a été arrêté en 2008 et condamné à mort un an après. Ma mère nous a dit, à mon petit frère et moi, que notre père travaillait en France et qu'il ne pouvait pas nous rendre visite parce qu'il était trop occupé avec son travail. Nous vivions avec notre grand-mère maternelle et nos oncles que nous n'aimions pas. Notre mère était enseignante et donnait des cours le soir, ce qui ne nous permettait pas de la voir souvent. En son absence, nous nous faisions maltraités par nos oncles. Ils nous grondaient même pour les bêtises commises par leurs propres enfants. Ce fut un vrai soulagement lorsque ma mère a récemment loué une maison à part, pour nous trois.

Nous avons rencontré notre père pour la première fois depuis son arrestation en 2011. Il avait été conduit à l'hôpital pour une méningite tuberculeuse qui l'a laissé paralysé dans le bas du corps. On nous a dit qu'il était de retour au Pakistan car il pourrait avoir un traitement médical gratuit dans un centre pénitentiaire hospitalier parce que mon père avait travaillé dans la police. Mon petit frère demandait « Pourquoi ils (le personnel hospitalier) nous parle mal ? Pourquoi est-ce qu'il ne nous autorise pas à être avec lui toute la journée ? ». En 2016, quand le sursis présidentiel sur l'exécution de mon père a expiré, tout le monde était en pleurs. C'est là que nous avons réalisé que notre père était en prison, et qu'il pouvait mourir.

Nous voulons passer du temps avec lui, comme tous les autres enfants dans notre école et dans notre famille le font avec leurs pères. Comme il était absent, nous avons été traités différemment par notre famille et nos proches. Personne ne nous a souhaité un bon anniversaire ou invité pendant les vacances. Notre mère a connu une période difficile, pour nous soutenir financièrement et nous élever. Nous demandons au gouvernement de laisser notre père rentrer désormais. Il a passé suffisamment d'années en prison. Il nous manque. S'il-vous-plait, rendez-le-nous.

(Témoignage recueilli par *Justice Project Pakistan*)

Homan Mousavi (Iran)

Né sur la corde

Je suis né en prison, à Yalda, la nuit du solstice d'hiver en 1986. Un mois plus tôt, mon père a été arrêté sur la base de fausses preuves d'accointances avec un groupe de l'opposition qui avait été interdit. Il fut transféré dans la prison Adelabad à Shiraz, ma ville, et exécuté au bout de quelques semaines. Par la suite, ma mère et ma tante furent arrêtées à leur tour. Ma mère accoucha dans la prison Adelabad où j'ai passé les deux premières années de ma vie. En 1988, ma mère fut exécutée durant une vague d'exécutions de masse des prisonniers politiques qui dura presque 5 mois. Pour le restant de ma vie, l'ombre de l'exécution de mes parents pendait au-dessus de moi.

J'ai été élevé par ma tante après sa sortie de prison. Mon frère et ma sœur, plus âgés que moi, avait été placés chez d'autres parents et vivaient loin de moi. Mon éducation a été difficile, marquée par la pauvreté et la négligence. Je n'avais pas la main d'un père sur mon épaule, ni l'affection d'une mère. Je rêvais que l'on organise une fête d'anniversaire pour moi, que quelqu'un m'offre un cadeau. Mais ce n'est jamais arrivé. J'avais 12 ans quand j'ai été convoqué pour la première fois par le ministère des Renseignements à Shiraz. Je n'avais pourtant rien fait de mal pour attirer l'attention des services de sécurité. C'était ma vie au quotidien. Une vie sombre.



Ils ne m'ont pas permis d'étudier à l'université bien que j'en ai reçu l'autorisation après m'être engagé, par écrit, que j'éviterai toute activité politique dans le supérieur. C'était en avril 2010, environ un an après la victoire controversée de Mahmud Ahmadinejad aux élections présidentielles et le début de nombreuses manifestations dans les rues et de plusieurs milliers d'arrestations. J'en ai fait partie. Je fus arrêté pour avoir participé et documenté les manifestations du Mouvement Vert. J'ai pleuré pendant tout le long de l'incident. J'ai subi tellement de pression. Finalement, l'interrogatoire déboucha sur mon incarcération dans une cellule de la prison Evin, pendant sept mois. J'ai été placé dans la tristement célèbre section 209, où j'ai été torturé et où on me répétait tous les jours que j'allais être exécuté à mon tour « comme mes parents ». J'imaginai qu'ils pouvaient venir à tout moment pour m'emmener sur l'échafaud. C'était déjà arrivé dans ma famille. J'ai été élevé avec la conviction que des innocents peuvent être capturés et exécutés. Mon procès dura à peine 20 minutes, sans avocat. Ma condamnation : trois ans de prison, l'interdiction à toutes les universités d'État, des amendes et 74 coups de fouet. Je n'ai jamais eu le moindre regret d'être descendu dans la rue pour filmer les manifestants, être sûr que le monde entende leur voix. J'en étais convaincu.

« Mon nom est Seyyed Homan Musavi. Je suis né le 21 décembre 1986 dans la prison Adelabad de Shiraz. Ma mère, Haeyed Eslami, et mon père, Seyyed Shantia Musavi, ont été exécutés à la prison »

Adelabab, respectivement à l'été 1988 et le 29 avril 1989. J'ai été avec ma mère en prison, de ma naissance jusqu'à son exécution.

J'ai également un grand frère et une grande sœur. Nous avons été séparés après l'exécution de nos parents car personne dans la famille ne voulait nous garder tous trois. Mon frère a grandi avec mon oncle (le frère de mon père) à Téhéran, et ma sœur a été envoyée chez ma tante (la sœur de ma mère) dans la ville de Mahshahr. J'ai grandi à Shiraz avec ma tante (la sœur de mon père) et ses trois enfants.



J'avais 4 ou 5 ans quand j'ai pensé que mes parents avaient commis quelque chose qu'ils n'auraient pas dû faire et qu'ils ont par la suite été exécutés... Vers l'âge de 10 ou 12 ans, j'ai compris ce qui est arrivé. J'ai même posé beaucoup de question : que s'est-il passé ? Qu'ont fait mes parents ?

C'est seulement lorsque l'on grandit et que l'on regarde en arrière que l'on réalise ce qui leur est arrivé et les épreuves qu'ils ont endurées. J'ai eu des frissons en repensant aux circonstances dans lesquelles je suis né et été élevé. Dans ma famille, il y a toujours eu du chagrin et des larmes. Je n'ai reçu aucun amour pas plus que je n'ai appris les bonnes manières. J'ai grandi comme un gamin des rues. C'est seulement à l'université, à la cafétéria, que j'ai appris qu'il fallait porter sa

cuillère à la bouche. Avant ça, je me penchais sur la table et baissais la tête pour manger. J'avais de la haine en moi, contre ce jour. À peine avais-je ouvert les yeux au monde qu'ils m'avaient pris ce que j'avais de plus précieux dans la vie : mon père et ma mère.

La vie était compliquée. J'ai attendu qu'on me chante une berceuse, qu'on m'organise un goûter d'anniversaire, d'avoir de l'argent ou de nouveaux habits. Le résultat de tout cela est que j'ai réalisé que je n'avais personne dans ce monde, que je devais être moi-même et me dresser sur les pieds. Maintenant, à 27 ans, je suis encore extrêmement en colère et bouleversé quand j'apprends que quelqu'un a été exécuté. Je fais des cauchemars et je me réveille au milieu de la nuit.

(Témoignage recueilli par Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran et Iran Human Rights)

Homa Shahsavaripur (Iran)

« J'ai toujours été très prudente »

Je m'appelle Homa. J'ai 38 ans. Mon père a été arrêté pour trafic de drogue lorsque j'avais 5 ans, puis exécuté lorsque j'en avais 9...

Le seul souvenir que j'ai de l'école, c'est que, personnellement, j'ai toujours essayé de rester positive. C'est-à-dire que je veillais soigneusement à ne pas me disputer avec les autres enfants pour éviter d'avoir à dire que mon père était en prison. J'ai toujours été très prudente. C'est devenu une part intégrante de moi. Encore aujourd'hui, j'essaie de ne pas tomber dans un quelconque conflit par peur que l'on me manque de respect ou que l'on juge mon père. C'était ainsi, aussi bien quand il était en prison et que je ne voulais pas que les autres enfants l'apprennent, et dans les années qui ont suivi son exécution, quand je voulais éviter que les gens ne me disent qu'il avait été exécuté...



Y compris quand il était nécessaire de me confronter à quelqu'un, même verbalement. Parce que j'ai peur qu'à un moment, on me dise que mon père était un *e'dami* (une expression péjorative en farsi pour désigner quelqu'un qui a été exécuté), vous voyez ? Je crois que c'est arrivé une fois ou deux après

que mon père a été exécuté, où, après une discussion que j'ai eu à l'école, on a dit dans mon dos : « Ces gens vivent d'argent mal acquis, et leur père a été pendu ». C'est, malheureusement, la perception qu'en a la société, sans comprendre les immenses défauts de notre système judiciaire, sans comprendre la procédure que mon père a dû traverser pour subir un tel sort. C'est l'un des plus gros problèmes que rencontrent les familles de ceux qui ont été exécutés...

Personnellement, je n'ai jamais parlé de l'exécution de mon père à moins que l'on me demande ou que je comprenne qu'à un moment donné, il est nécessaire que je dise la vérité à une personne en particulier ou à un groupe d'amis. Parmi les raisons qui expliquent pourquoi je n'aime pas parler de cela, c'est parce que je n'aime pas être jugée ou que mon père soit jugé. Parce que les autres peuvent ne pas continuer la discussion : « Qu'est-il arrivé à ton père ? _ Mon père est mort. _ Comment est-il mort ? _ Il a été exécuté ». Vous voyez ? Le terme « exécution » laisse penser que la personne était si cruelle, si démoniaque, si mauvaise ; que son crime était si grave et si terrible que l'État n'avait pas d'autres solutions que de l'éliminer. Alors que mon père n'était rien de tout cela, et sans doute que d'autres non-plus. Peut-être que 99% des gens qui sont condamnés à mort dans ce pays sont dans la même situation... Certes, les gens peuvent ne rien me dire en face, mais je ne veux pas non-plus qu'ils aient cette pensée en tête, à propos de mon père ou de ma famille : « Ces gens sont vraiment de dangereux criminels. Quelle chose affreuse ou inimaginable a bien pu faire leur père pour être exécuté, "éliminé", "détruit" ». C'est ce qui était vraiment difficile. Et je pense que c'est quelque chose que l'on ressent tous mais que l'on porte en nous, comme un secret.

(Témoignage recueilli par *Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran*. Pour plus d'information, vous pouvez consulter l'entretien d'Homa à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=-Zz_bVfPuIM)

4. Europe

Aliaksandra Yakavitskaya (Biélorussie)

« La loi nous interdit de l'enterrer »

Aliaksandra est la fille de Henadz Yakavitski, condamné à mort et exécuté en 2016

Aliaksandra (Sasha) Yakavitskaya a 29 ans. Elle est créatrice de mode pour les mariages. Son père, Gennady Yakavitski, a été accusé de meurtre, condamné à mort, et exécuté en 2016. Aliaksandra n'a eu connaissance de son exécution qu'un mois après qu'elle a eu lieu. Le jour de l'exécution, indiqué sur le certificat de décès, elle s'est rendue jusqu'à la prison de Valadarka pour lui remettre un colis. Ce dernier a bien été accepté par les autorités pénitentiaires mais elle suspecte que son père ait été abattu ou exécuté peu de temps après. Elle n'a pas lui rendre visite ce jour-là parce que les visites sont limitées dans la loi à une par mois et qu'elle avait déjà fait valoir ce droit en novembre, quand l'exécution a eu lieu.



« C'est vraiment dur. L'exécution peut avoir lieu n'importe quand et personne ne vous en avertit à l'avance, ou même après », explique Sasha Yakavitskaya sur les effets de la condamnation de son père.

« Un mois après l'exécution, j'ai reçu une lettre, un simple bout de papier, pour me dire que l'exécution avait eu lieu. Jusqu'au tout dernier moment, on espérait un moratoire, que tout allait s'arranger. Malheureusement, ça n'a pas été le cas »

Outre le fait de tuer, l'incertitude au sujet de la date et de la procédure d'exécution fait aussi souffrir : « C'est très dur de se rendre compte de ce qui est arrivé parce que les affaires personnelles de mon père ne nous ont pas été retournées. On n'a même pas pu voir son corps. La loi nous interdit de l'enterrer. On ne nous a pas non-plus informé de l'endroit où il est enterré. Du coup, j'ai le sentiment qu'il est toujours là, qu'il est vivant, qu'il va bien ».

« A ce jour, on se demande encore dans quel cimetière il a été enterré. On peut juste imaginer. Comme nous n'avons pas la possibilité de nous rendre sur sa tombe, on va prier près du caveau familial. Il y a beaucoup de rumeurs sur ce que deviennent les corps des personnes qui ont été exécutées, mais personne ne peut être sûr de rien. L'information est classée secrète ».

La condamnation à mort d'un proche la hante encore, des années après l'exécution : « Beaucoup de gens racontent à ma mère des histoires improbables sur mon père, qu'il serait encore en vie. Certains l'appellent pour exiger une rançon en échange d'informations sur sa tombe. »

« Dans notre pays, il n'y a guère qu'une poignée de personnes qui pensent que ce problème est important et qui militent pour l'abolition. Certains ont peur. D'autres sont justes méchants. C'était compliqué de se remettre du choc en lisant certains commentaires sur Internet à propos de ma fille. Elle n'a que quatre ans et certains disaient qu'elle devrait connaître le même sort que mon père parce qu'elle partage les mêmes gènes ».

« On me demande souvent pourquoi je raconte mon histoire. Le fait est que l'attitude des gens m'inquiète. Ils ne comprennent pas la tragédie vécue par ma famille. »

(Témoignage partagé par la Fédération international des droits de l'Homme. Disponible sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=wkm50C7zslE>, entretien par Amnesty International)